



Rapport Brucy ou rapport Rémy ?

Lors du CCE du 12 juin dernier, Rémy Pflimlin répondait à une question de la CGT: *"la mission Brucy doit nous aider à définir notre stratégie pour France 3"*. Et que lit-on en page 54 du rapport Brucy rendu public le 1er juillet ? *"Il faut définir une stratégie d'ensemble pour France 3"*... En d'autres termes c'est *"Je te tiens, tu me tiens, par la barbichette"*.

Il faut dire que la composition même de la commission Brucy, mélange savamment dosé de représentants des tutelles et de dirigeants de FTV, a probablement dû entraver les capacités d'imagination. Et il faut bien reconnaître que, pour les salariés de France 3, la déception est à la hauteur des attentes. Avant d'arriver aux 15 recommandations qui forment le dernier chapitre du rapport, que de poncifs et de lieux communs à travers cet énième audit sur la chaîne des régions.

D'abord et avant tout, le rapport reprend comme une antienne le dogme "austéritaire" cher à M. Valls. Il élude ainsi la question centrale du modèle économique de FTV, gravement déstabilisé par la mauvaise réforme Sarkozy que M. Hollande a oublié de corriger en dépit de ses promesses de campagne. Dès lors, puisque la question du financement est renvoyée aux calendes grecques, le rapport Brucy ne pouvait qu'enfoncer des portes ouvertes ou reprendre à son compte des orientations déjà annoncées par l'actuelle direction.

"Placer le numérique au cœur des équipes, veiller à l'accès de l'offre sur le web, augmenter l'offre sur les sites régionaux, mieux exposer les langues régionales," rien de bien nouveau (d'autant que la plupart de ces orientations sont déjà mises en œuvre)... On retrouve d'ailleurs dans la recommandation n° 5 l'objectif de 5 ETP par antenne régionale pour développer le numérique qui avait été revu à la baisse par la direction de France 3... par manque de volonté d'y consacrer les moyens adéquats, ceux ci ayant été accaparés par FTVEN.

En matière de programmes, et à défaut d'insister que les moyens nécessaires pour démultiplier l'offre (remplacer une tranche nationale par x programmes régionaux suppose de multiplier autant de fois les moyens), le rapport se contente d'appeler de ses vœux une "régionalisation progressive" via des partenariats avec France Bleu ou un renforcement des prises d'antenne événementielles ("breaking news", en bon français). En réalité les recettes de Mme Brucy servent avant tout de caution à la politique menée par la direction de FTV en parfaite symbiose avec la tutelle :

- produire plus, à moyens constants, en augmentant la productivité des salariés,
- généraliser les polyvalences des PTA et des journalistes,
- essaimer, par redéploiement, les effectifs sur le territoire et sur les différents bassins de vie en fonction de la démographie (par exemple de Vanves vers les bureaux excentrés de Bobigny, Cergy-Pontoise ou Versailles),
- faire du numérique le développement central et prioritaire, en renforçant les équipes par redéploiements et en montant en puissance grâce aux polyvalences,

- accroître l'amplitude des journées et la réactivité des équipes grâce à des outils comme KA-SAT, sans que soient clarifiées pour autant les possibilités de décrochages,
- Inscrire l'info régionale dans la continuité d'Info 2015 avec un « cahier des charges éditorial » pour les différentes éditions régionales,
- généraliser l'info-service (aléas climatiques, info trafic, nécrologie, et pourquoi pas l'horoscope!) et les débats (au moins ça ne coûte pas cher),
- diffuser les locales excentrées sur le net ou leur fusion/absorption dans le régional (« *une réflexion doit être engagée sur une éventuelle exposition de ces contenus sur les antennes régionales* ») : pas question d'investir 8 M€ pour assurer la diffusion (via le câble, l'ADSL ou le satellite) de "seulement" 7 minutes quotidiennes,
- mieux exposer les langues régionales, oh oui, mais sur internet
- revoir la politique de documentaires régionaux en les articulant avec le national, réduire le nombre de documentaires pour en augmenter le financement afin de « professionnaliser » le tissu des producteurs en région,
- accentuer la politique en cours en développant la « qualification régionale » des programmes nationaux (style Thalassa, des Racines et des ailes)

Bref, si la mission n'a pas choisi le tout-info en région (simplement parce que les économies escomptées (5 M€) sont faibles au regard du risque social et des dommages collatéraux sur la production privée), elle ne préconise pas pour autant le moindre bouleversement en faveur des programmes régionaux. Tout juste concède-t-elle la possibilité à quelques régions très peuplées ou à forte identité (Paris Ile de France, Bretagne) de faire des expérimentations, en obtenant des financements des collectivités locales et en diffusant sur leur canal des programmes fabriqués par /ou coproduits avec les chaînes locales privées.

Le rapport contient toutefois quelques points que la CGT a plusieurs fois mis en avant comme la déconcentration dans les sites régionaux de certains programmes nationaux (fictions, magazines, divertissements, jeux), la suppression de la partition éditoriale en 4 pôles, le passage de France 3 et des ses programmes régionaux en HD. Mais encore une fois, aucune avancée sur la question clé du financement (le nerf de la guerre) et des ressources additionnelles: l'ouverture d'écrans publicitaires en prime time, la nouvelle réglementation sur la détention des droits, la ré-internalisation de la production, les perspectives de diversification. Quant à la question de la redevance, la mission s'interroge (à la dernière page du rapport et avec une audace qui mérite d'être soulignée) sur *"la cohérence de la contribution à l'audiovisuel public (CAP) assise sur la possession d'un téléviseur avec la réalité des usages"*... Voilà une prise de position qui va faire trembler Bercy...

Au final, le rapport Brucy déroule bien le tapis rouge à l'actuelle direction, preuve de la grande porosité entre la mission, la tutelle et la direction de FTV. Certaines des préconisations – la télé du matin par exemple – sont déjà, quel hasard, annoncées pour la rentrée dans les pôles qui ne la pratiquaient pas encore! Du coup, on connaît désormais la feuille de route ou les limites à ne pas dépasser par le successeur de Rémy Pflimlin. Un RDV encore raté pour les régions de France 3, tout le contraire d'une décentralisation assumée !

Paris, le 3 juillet 2014

[Télécharger le rapport et ses annexes](#)